

6 méthodes de consultation numérique

Guide pratique pour se lancer dans l'e-démocratie



Table des matières

Introduction	2
Quand consulter les citoyens ?	3
Quelles méthodes employer ?	7
Sondages	8
Tests de scénarios	10
Enquêtes	12
Budgets participatifs	14
Idéation	16
Propositions citoyennes	18
Conclusion	20

Introduction

Par où commencer la consultation numérique ? De plus en plus de villes et de communes choisissent d'enrichir leurs modes traditionnels de consultation citoyenne par de l'engagement en ligne. Devant la multiplication des outils de participation - allant de l'idéation au budget participatif ou aux sondages - il est parfois difficile d'y voir clair. Chacune de ces approches peut répondre à des objectifs différents et comporte des bénéfices distincts.

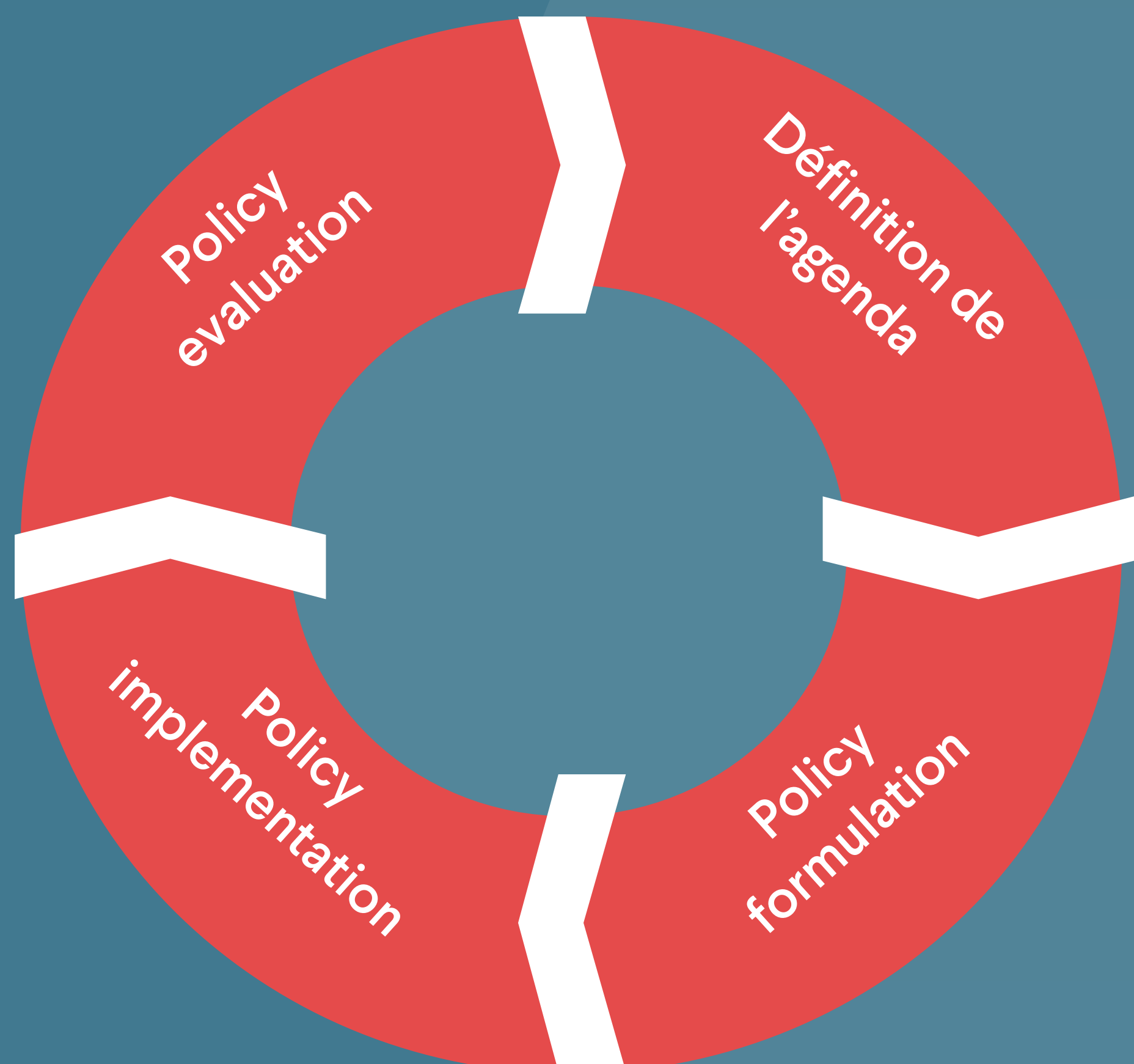
Avant de lancer un projet de consultation, il est important de **clairement définir ses objectifs**. Est-ce que l'on cherche à accroître la confiance au sein d'une communauté ? A évaluer le soutien à une décision politique en particulier ? A intégrer les citoyens à la prise de décisions ? Bien définir ses priorités aide à choisir la méthode de consultation la plus adaptée à ses besoins afin de mener à bien son projet de participation.

Ce guide a pour but d'offrir un aperçu des méthodes de consultation numérique les plus communément employées. Nous détaillons les avantages et les inconvénients de chaque approche, et les implications de la participation des citoyens aux différentes étapes du processus politique. En ce qui concerne la participation citoyenne, il n'y a pas de formule magique prête à l'emploi : les projets réussis emploient souvent une combinaison de méthodes, et savent s'adapter aux spécificités locales. Tout projet d'engagement citoyen comprend une part d'expérience et de tâtonnement. En fin de compte, c'est le résultat combiné de différents modèles, méthodes et étapes d'engagement qui aide à renforcer le processus démocratique.

Si vous avez des questions ou des remarques après avoir lu ce guide, n'hésitez pas à nous contacter !

Quand consulter les citoyens ?

Bien que l'idéal soit d'impliquer les citoyens à toutes les étapes de la prise de décision, la consultation continue requiert beaucoup d'efforts et de ressources et ne peut être mise en place partout. Le cycle politique offre en réalité plusieurs moments distincts lors desquels il est possible d'impliquer les citoyens. Le moment choisi pour engager un dialogue a un impact décisif sur les résultats de la consultation, puisqu'il influence la façon dont les citoyens seront consultés et à quel point leurs contributions pourront influencer les décisions.



1. Définition de l'ordre du jour

Décider des priorités

La première phase du cycle politique concerne l'identification des problèmes et la hiérarchisation des politiques au sein de la ville ou de la commune. L'implication des citoyens à ce stade permet de mettre en lumière certains besoins qui seraient autrement oubliés, et d'ajouter ces priorités à l'agenda. Cette consultation permet une forte implication des citoyens, car elle leur donne l'occasion de peser très tôt dans le processus de décision et d'avoir un impact décisif sur les décisions qui seront prises plus tard dans le cycle.

- + L'implication des citoyens à ce niveau du processus permet de **mieux cerner les besoins de la population**. Elle permet également de réduire les frictions lors des phases ultérieures du processus décisionnel : puisque les citoyens sont consultés sur les priorités à adopter, il y a plus de soutien quant à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques choisies. Enfin, elle augmente la transparence de la prise de décision et la confiance des citoyens.

2. Définition des politiques

Faire émerger des solutions

Après la définition des priorités, l'étape suivante est l'élaboration de politiques pour y répondre. Ainsi, s'il a été décidé lors de la phase 1 que la priorité des citoyens était le climat, il convient de définir différents grands axes d'action : vaut-il mieux diminuer le trafic ? Améliorer l'offre de transports en commun ? Investir dans le tri des déchets ? Cette phase cherche à déterminer les grandes orientations stratégiques plus qu'à dessiner un plan d'action concret. Consulter les citoyens à ce niveau permet de faire émerger plusieurs points de vue et de confronter des opinions variées. Cela permet également d'engager un dialogue et de présenter des propositions politiques, tout en permettant aux citoyens de contribuer aux solutions. Engager le dialogue à cette étape ne se fait pas sans efforts, mais la variété de perspectives qui émergent des discussions peut aider à enrichir les décisions qui en découlent.

- + La consultation à cette étape du processus permet **d'utiliser l'intelligence collective pour trouver des solutions innovantes**.

3. Mise en œuvre des politiques

Définir un plan d'action

Une fois les grandes orientations politiques définies, il s'agit de les transformer en un plan d'action concret. Les citoyens peuvent réfléchir ensemble à la manière de concrétiser ces plans d'action, par exemple en allouant des budgets à des idées et des projets spécifiques. Même lorsque le plan a déjà été formulé, l'engagement stimulera le dialogue sur le plan, la proposition ou la décision en question, ce qui peut contribuer à stimuler l'engagement citoyen sur le long terme.



À ce stade, l'action politique devient plus concrète, ce qui rend la participation des citoyens plus gratifiante. Leur participation conduit à des résultats tangibles qu'ils peuvent constater dans leur vie quotidienne et dont ils peuvent mesurer les bénéfices.

4. Évaluation des politiques

Mesurer l'impact sur la communauté

Il est possible d'impliquer les citoyens à la fin du cycle de décisions en leur demandant d'évaluer les bénéfices de l'action et de partager la manière dont ces mises en œuvre les ont affectés. Cette étape, souvent négligée, permet pourtant d'obtenir des retours précieux sur l'efficacité de l'action publique et d'améliorer les politiques futures.



La participation à cette étape permet **d'évaluer les décisions politiques du point de vue du citoyen**. Cela a pour bénéfice d'accroître la transparence et la responsabilité de l'action publique tout en garantissant que les budgets soient alloués de la façon la plus adéquate possible.

Y a-t-il un moment idéal pour impliquer les citoyens ?

Les consultations numériques ne concernent souvent que les dernières étapes du cycle politique, ne donnant pas aux citoyens l'occasion de s'exprimer sur les priorités ni de véritablement peser sur les orientations politiques.

S'il est préférable de consulter les citoyens tard dans le processus que de ne pas les consulter du tout, il a été prouvé que la consultation apporte plus de valeur quand elle a lieu dès le début du processus politique. Plus la conversation est engagée tôt, plus le processus participatif est riche : la consultation lors des premières phases permet d'identifier les problèmes à résoudre et de faire émerger des solutions innovantes. Elle augmente également la transparence du processus de décision et permet une participation sur un temps plus long - les citoyens qui sont consultés pour définir les priorités d'une municipalité peuvent être invités plus tard à proposer des solutions aux problèmes qu'ils ont identifiés. Cette participation en plusieurs temps augmente la légitimité et le soutien qui est apporté aux décisions, et favorise la confiance entre citoyens et gouvernements locaux. Les outils numériques qui permettent de faire intervenir les citoyens à plusieurs étapes du cycle politique sont une part essentielle de ce dispositif.



Tiago C. Peixoto, chercheur à la Banque Mondiale :

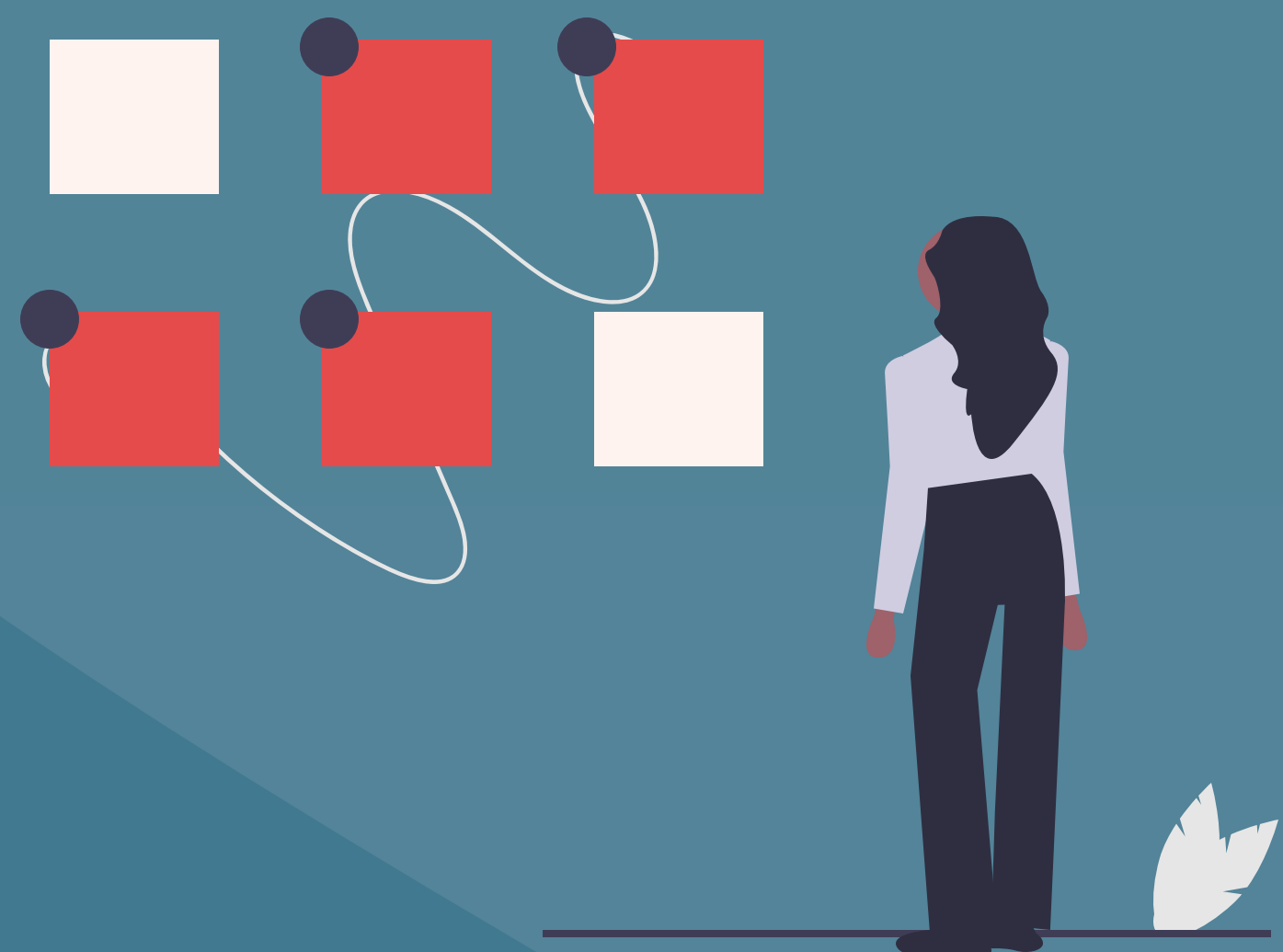
“L'inclusion des citoyens le plus tôt possible dans les projets peut accroître considérablement la confiance envers le processus démocratique.”

Attention ! Il y a quelques précautions à prendre en compte. Avant de se lancer dans la consultation, il est essentiel de s'assurer qu'elle soit soutenue par une véritable volonté politique. Si les citoyens sont invités à participer à l'élaboration de politiques sans que leurs contributions ne soient réellement prises en compte, l'initiative aura un impact négatif sur la participation des citoyens lors de consultations futures.

Quelles **méthodes** utiliser ?

Chacune des méthodes de consultation numérique que nous présentons ici peut être utilisée à toute étape du cycle politique, même si certaines d'entre elles sont plus adaptées à certaines phases que d'autres. Pour déterminer quelle méthode employer, il faut partir de ses objectifs, des ressources à disposition, et de la phase du processus de décision dans laquelle elle s'insère. Il est également essentiel de définir clairement à quel degré les contributions citoyennes pourront peser pour la décision finale - sont-elles contraignantes, ou bien sont-elles simplement un facteur parmi d'autres ?

Nous présentons ci-dessous les **cinq méthodes de consultation numérique les plus couramment utilisées**, ainsi que des études de cas illustrant leur mise en place. Certaines de ces méthodes sont étroitement liées, et les projets réussis bénéficient bien souvent d'une combinaison d'approches. Il s'agit de trouver la bonne combinaison pour répondre à ses objectifs !



1. Sondages



niveau d'engagement

Le sondage permet de rapidement et efficacement prendre le pouls de l'opinion publique sur un sujet particulier. Il permet aux élu.e.s de présenter plusieurs propositions aux citoyens et d'évaluer lesquelles remportent l'adhésion du plus grand nombre. Cette méthode permet de renforcer la légitimité en s'assurant que les décisions prises soient plébiscitées par la population majorité. Le résultat du vote n'est pas forcément le seul élément décisif : certaines villes le contre-balancent avec d'autres facteurs tels que le prix ou l'empreinte écologique.

Quand les réponses d'un sondage sont associées à des questions personnelles, une rapide analyse de ces données peut donner un aperçu de la façon dont les résultats diffèrent selon les groupes démographiques et d'estimer si le vote est représentatif de la communauté au sens large. Cependant, attention : la collecte des données n'est pas un acte anodin, et il faut s'assurer qu'elle enrichisse véritablement le processus décisionnel avant de l'inclure au sondage. Afin de garantir le droit à la vie privée des participants, il est conseillé de limiter la demande de données aux informations véritablement utiles au projet.

Cette méthode est à envisager si...

- Les élu.e.s souhaitent **largement mobiliser** la population
- Il existe **plusieurs propositions concrètes**, nécessitant peu de discussions.
- Les élu.e.s cherchent à **cerner l'opinion publique** à un instant précis
- La question initiale peut être posée **de façon neutre** dans le but de ne pas influencer les réponses qui seront données.
- Il est clairement expliqué **comment le vote citoyen sera pris en compte** : va-t-il entièrement dicter le choix de la ville ? Quels seront les autres facteurs de décision ?

Avantages et inconvénients

+ Le sondage est une solution relativement **facile à mettre en place** (les barrières techniques sont peu élevées), et il permet d'obtenir une réponse claire d'un grand nombre de personnes.

- Un sondage ne permet **aucune créativité**, aucune nuance, aucun dialogue, et peut donc, dans des cas extrêmes, contribuer à la polarisation de la communauté.

Étude de cas Courtrai, Belgique

Fin 2019, la ville de Courtrai a lancé un sondage en ligne sur sa plateforme de participation afin de consulter les citoyens l'instauration d'un dimanche mensuel sans voiture dans le centre ville. Au préalable du vote, la municipalité a fixé que (1) au moins 2.000 votes étaient nécessaires pour que la décision soit reconnue comme légitime, (2) qu'il devrait y avoir au moins 2,5% de différence entre les votes "pour" et "contre", et (3) le vote serait précédé d'une campagne éducative pour informer les citoyens et encourager le débat.

Résultat : Sur l'ensemble des citoyens ayant le droit de vote, 16 % ont participé à ce sondage. En une semaine seulement, près de **10 000 citoyens** ont voté en ligne, et 52 % se sont prononcés contre un dimanche sans voiture.

2. Test de scénarios



niveau d'engagement

Imaginons que la municipalité veuille ré-aménager une place locale et que cinq propositions aient été conçues. Toutes peuvent être financées et répondent aux principaux critères de faisabilité - comment décider laquelle implémenter ? Ce cas offre une excellente occasion d'impliquer les citoyens en les faisant **choisir entre plusieurs options concrètes**.

Les scénarios permettent de proposer plusieurs options aux citoyens tout en leur fournissant des informations claires sur les considérations et la manière dont ces propositions ont été élaborées. Les citoyens peuvent discuter des options en ligne, et voter pour les options qu'ils souhaitent soutenir. Cette méthode permet de comparer les scénarios et d'améliorer ou de réviser certaines options. Il est important de bien communiquer les différences entre les propositions afin que les citoyens puissent prendre une décision éclairée lors de leur vote final.

Cette méthode est à envisager si...

- On cherche à **sélectionner une proposition** parmi de nombreuses autres pour la mise en œuvre d'une politique spécifique ;
- Plusieurs projets de même nature sont sur la table, et tous pourraient être implémentés;
- Les avantages et les inconvénients de chaque proposition sont **clairement exposés**
- On cherche à encourager les citoyens à **poser des questions** et obtenir des informations plus détaillées sur les différentes options

Avantages et inconvénients

+ Le choix de scénarios permet de **présenter des solutions tangibles**, et fait voir aux citoyens l'impact direct de leurs contributions.

- Le scénario **n'expose pas toujours clairement toutes les nuances d'un projet** - il se peut également que le choix nécessite des compétences techniques, ou bien des connaissances préalables étendues. Pour fournir des informations appropriées, il pourrait être nécessaire de combiner des méthodes en ligne et hors ligne (par exemple, expositions, possibilité de voir les propositions en personne), ce qui pourrait nécessiter un effort plus important.

Étude de cas **Marche-en-Famenne, Belgique**

Marche-en-Famenne, une petite ville de la province belge du Luxembourg, a lancé une plateforme de participation en ligne pour impliquer les citoyens dans le futur de la place aux Foires. La ville a demandé aux citoyens de d'évaluer plusieurs propositions architecturales pour la place centrale de la ville, en évaluant la qualité esthétique, la créativité et l'originalité des quatre projets soumis. Le résultat du vote représentait 35% de la note finale de chaque projet.

Résultat : Un habitant sur 4 a consulté le projet, et 10 % de la population totale a voté sur la plateforme - soit 2 342 votes et 400 commentaires. La proposition gagnante a reçu 604 votes et a été, après une analyse finale sur les critères de la ville (qualité de la durabilité, entretien, taux de redevances et coût du projet), elle a été adoptée par le gouvernement local.

3. Enquêtes



Les enquêtes permettent aux villes d'impliquer leurs citoyens sur des sujets spécifiques de manière plus complète que le sondage. Cette méthode permet par exemple de classer les propositions, de poser des questions à choix multiples ou encore de récolter des informations sur les critères démographiques des citoyens. Combiné au vote, un questionnaire est utile pour comprendre comment les priorités des citoyens peuvent varier en fonction du lieu, de leur âge ou de leur revenu.

Les enquêtes peuvent fournir des résultats plus précis et plus complets que les autres méthodes d'engagement. Cependant, cette méthode de consultation n'est pas véritablement collaborative, et ne permet pas la co-création des politiques. Lors de l'élaboration d'une enquête, la formulation des questions doit être bien réfléchie afin de garantir l'inclusion et de réduire le taux d'abandon potentiel.

Cette méthode est à envisager si...

- les résultats ne peuvent pas être obtenus **par un vote**
- il n'existe **pas d'autre moyen de recueillir cette information** (existe-t'il une autre source de données que l'on pourrait utiliser? A t'on déjà fait une enquête similaire par le passé ?)
- l'information recueillie peut vraiment **aider la prise de décisions** (les informations recueillies vont-elles être utilisées ? Comment ? Par qui ? Les recueille-t-on pour informer une prise de décision a priori, ou bien pour la justifier a posteriori ?)
- les informations recueillies peuvent être traitées selon les **normes RGPD** en vigueur.

Avantages et inconvénients

+ Les enquêtes permettent de **rapidement cerner l'opinion**, et permettent d'apporter plus de nuances et d'argumentation qu'un sondage.

- Le **niveau d'engagement est faible**, car il ne permet pas le dialogue et n'est utilisé que pour une communication à sens unique sur des questions précises.

Étude de cas

Care Quality Commission, Royaume-Uni

La Commission pour la qualité des soins (CQC) utilise sa plateforme pour consulter la communauté des soignants et améliorer ses pratiques en continu. L'enquête mise en place contient des informations personnelles relativement détaillées lors de l'inscription à la plateforme de participation en ligne, comme par exemple l'occupation et l'existence de handicaps. Ces questions sont cependant optionnelles.

Résultat : En un an, plus de **3.500 utilisateurs** ont répondu aux enquêtes lancées par CQC. Les 40 projets de participation lancés sur la plateforme ont permis à l'organisme de recueillir des retours précieux afin d'améliorer la qualité des soins et le suivi du personnel médical.

4. Budgets participatifs



niveau d'engagement

Le budget participatif est un outil de participation très puissant qui implique directement les citoyens dans le processus d'allocation des budgets municipaux. Les citoyens sont appelés à distribuer un budget entre différents projets, hiérarchisant ainsi les dépenses. Certaines villes demandent aux citoyens de répartir le budget entre plusieurs scénarios proposés par l'administration; d'autres commencent par un processus d'idéation, suivi d'une phase d'analyse et de budgétisation. Les budgets participatifs peuvent donc être utilisés en combinaison avec d'autres méthodes.

Ce type de consultation a également un caractère pédagogique car il permet aux citoyens de se projeter dans l'exercice budgétaire et d'en comprendre les défis. S'ils décident d'allouer une certaine part de leur budget à un certain projet, ils acceptent de diminuer les fonds pour les autres projets. Ce faisant, les exercices budgétaires participatifs de grande envergure contribuent à renforcer la légitimité du processus décisionnel et à accroître le soutien des citoyens aux politiques publiques. Les processus budgétaires participatifs à plus petite échelle (dans un quartier par exemple) ont une portée éducative plus limitée, mais offrent tout de même aux citoyens le bénéfice d'influencer directement les allocations budgétaires.

Cette méthode est à envisager si...

- Les élu.e.s souhaitent **sensibiliser les citoyens** aux processus de gestion communale
- Les conditions de la réalisation du budget participatif sont **claires**
- Les projets proposés par la ville sont **réalisables** et qu'il existe réellement un budget à allouer
- La ville cherche à **hiérarchiser plusieurs projets** et répartir un budget plutôt que de choisir un projet parmi plusieurs options.

Avantages et inconvénients

+ Le budget participatif est une réelle délégation de pouvoir, et implique que les décisions puissent avoir un fort impact sur la dépense publique avec des résultats clairs et tangibles. Ce processus très transparent peut **augmenter la confiance des citoyens** et augmente la légitimité du gouvernement qui est à l'initiative du projet.

En faisant l'expérience des compromis autour de l'allocation des budgets, les participants peuvent acquérir une compréhension plus approfondie du travail du gouvernement et **accroître leur soutien** aux décisions politiques futures.

- Si la communication n'est pas claire et que les possibilités sont mal comprises, le projet peut décevoir les attentes des participants.

Le budget participatif ne peut fonctionner que s'il est soutenu par une réelle volonté politique, et que les budgets promis sont véritablement alloués aux projets sollicités.

Étude de cas Rueil-Malmaison, France

Après plusieurs initiatives de consultation réussies, la ville de Rueil a lancé un projet combinant **collecte d'idées et budget participatif**. Lors de la première phase du projet, les rueillois ont été invités à déposer leurs projets innovants pour la ville et à voter pour les projets qu'ils souhaitaient soutenir. Les propositions devaient respecter trois critères : servir l'intérêt général, s'inscrire dans les compétences communales et coûter moins de 40.000€. Dans une seconde phase, la municipalité a proposé aux citoyens de distribuer 200.000€ entre les projets retenus.

Résultat : Lors de la première phase du projet, plus de 2400 citoyens ont voté pour les 156 projets proposés. A l'issue de la phase de distribution des budgets **8 projets ont été retenus**, et sont maintenant en phase d'implémentation.

5. Collecte d'idées



niveau d'engagement

La collecte d'idées (ou idéation) permet d'exploiter l'intelligence collective de la communauté et de faire émerger de nouvelles solutions en invitant les citoyens à contribuer à la formulation ou à l'élaboration de politiques. La collecte d'idées est un processus plus complexe qu'un simple vote et nécessite une plus grande implication des citoyens. Par conséquent la participation tend à être plus faible que pour les sondages, mais peut conduire à des contributions plus qualitatives.

La phase de collecte d'idées est souvent suivie d'une phase d'analyse et de vote, où l'administration traite les idées et en soumet ensuite une sélection au vote citoyen. A cette phase, il est important de structurer le débat et de clarifier les critères utilisés pour retenir les idées.

Cette méthode est à envisager si...

- Les élu.e.s souhaitent **faire émerger de nouvelles solutions** et connaître les priorités des citoyens.
- La **qualité** des contributions importe plus que leur quantité.
- L'administration a un plan clair pour le **traitement et la sélection des idées**. Ce plan doit être communiqué aux citoyens.
- La ville **a les moyens** (en temps et en ressources) de traiter les contributions.
- L'administration s'engage à faire **des retours** sur les idées soumises par les citoyens et à prendre les propositions au sérieux.

Avantages et inconvénients

+ La collecte d'idées fait appel à l'intelligence et à la créativité collectives de la communauté. Le processus peut faire émerger des **solutions innovantes** et proposer de nouvelles options pour résoudre le problème qui est posé.

Avec les outils de reporting de CitizenLab, l'analyse automatique des tendances au sein des contributions peut permettre de **mieux comprendre les préoccupations des citoyens** et voir comment des discussions varient par zone et par critères démographiques.

- Si elle n'est pas faite avec des outils adéquats, l'analyse des idées est un **gros investissement de temps et de ressources**. De plus, toutes les communes n'ont pas les compétences techniques nécessaires pour trier manuellement et interpréter les résultats.

L'idéation nécessite un investissement de la part de la municipalité pour **répondre aux idées des citoyens**. S'il n'est pas toujours possible de répondre à chaque idée individuellement, il est important de communiquer clairement pourquoi certaines idées ne sont pas retenues.

Étude de cas Grand Paris Sud, France

Grand Paris Sud a lancé la campagne « **Stand Up pour le climat** » pour recueillir des idées citoyennes innovantes. A l'automne 2019, les habitants de la ville ont été invités à proposer leurs projet pour le climat, et les 16 projets sélectionnés par la ville ont ensuite été soumis au vote citoyen. Afin de faire connaître l'initiative, la ville de Rueil s'est associée à WWF pour une campagne de communication mêlant messages en ligne et évènements hors ligne.

Résultats : plus de **6.000 habitants** de Grand Paris Sud sont venus soutenir leurs projets préférés. Une fois les votes terminés, les lauréats ont été annoncés sur la plateforme. L'implémentation des projets gagnants est prévue pour 2020, avec un accompagnement financier prévu par la ville allant de **1000 à 5000€**.

6. Propositions citoyennes



Contrairement à la collecte d'idées, qui se fait habituellement sur un thème (par exemple, le climat) et dans un laps de temps défini par les élu.e.s, les propositions citoyennes peuvent être soumises **n'importe quand et sur n'importe quel sujet**. L'essor de cette forme continue de participation ascendante qui ne s'inscrit pas dans les contraintes d'un calendrier ou d'un cycle politique est un signal fort que les citoyens souhaitent voir leur participation généralisée. Encadrées par une directive européenne de 2014, les propositions (ou "initiatives") citoyennes peuvent se faire aussi bien au niveau municipal qu'au niveau régional, national ou même européen.

Au niveau local, les citoyens qui recueillent un certain nombre de signatures pour l'une de leurs propositions peuvent inscrire cette proposition à l'agenda politique de leur ville ou commune. L'administration peut encadrer ce processus en fixant le seuil de signatures à atteindre, en fournissant une plateforme pour les initiatives et en communiquant clairement sur les critères de faisabilité des projets.

Cette méthode est à envisager si...

- Les élu.e.s souhaitent instaurer un **dialogue continu** avec les citoyens, en dehors des cycles politiques, des calendriers ou des cadres de projet prédéfinis ;
- Les élu.e.s souhaitent avoir un aperçu de ce que les citoyens jugent **important** ;
- La municipalité fixe **des critères d'éligibilité clairs** afin de bien gérer les attentes des citoyens.

Avantages et inconvénients

+ Les propositions citoyennes permettent de faire émerger de nouvelles priorités, et d'entamer un débat structuré et transparent. Les gouvernements locaux sont toujours en mesure de contrôler les orientations et les attentes grâce à une communication claire.

- Les propositions citoyennes sont un grand pas en avant, et il faut parfois un petit temps d'adaptation pour se familiariser avec le traitement des contributions. Il est très important de fixer des seuils de vote et des critères de faisabilité clairs, sous peine de décevoir les attentes des citoyens.

Étude de cas Linz, Autriche

La ville de Linz a lancé les propositions citoyennes afin d'instaurer un dialogue continu avec les citoyens. L'initiative est venue du maire, qui souhaitait permettre aux citoyens de s'impliquer plus activement dans la vie de la ville mais aussi mieux comprendre quelle étaient les préoccupations de la population. La ville suit activement les propositions citoyennes : tout.e habitant.e dont l'idée dépasse 30 voix en 60 jours est invité.e pour discuter de sa proposition avec une équipe de la mairie. Ces conversations sont ensuite retranscrites sur la plateforme afin que les autres utilisateurs puissent suivre l'avancée du projet.

Résultat : En quelques mois, 24 initiatives uniques ont été lancées par des citoyens. Jusqu'à ce jour, **neuf initiatives ont atteint le seuil fixé**. Elles ont toutes reçu une réponse de la ville, et Linz est sur le point de mettre en œuvre sa toute première initiative : de **nouveaux bancs pour le centre ville**, conçus par un citoyen.

Conclusion

Par où commencer pour lancer une consultation numérique ? A quelle phase du cycle politique ? Malgré les recommandations générales formulées dans ce guide, **il n'existe pas de formule unique pour la participation.**

Même les projets de participation avec un faible niveau d'engagement et qui n'impliquent les citoyens qu'à la fin du cycle politique ont une vraie valeur ajoutée ; ils peuvent être un premier pas pour s'habituer au processus avant de passer vers une participation plus soutenue. Toutefois, si l'objectif de la consultation est de nouer des liens de confiance avec les citoyens, les niveaux d'engagement doivent être plus élevés et les citoyens doivent être impliqués tôt dans le cycle politique afin de pouvoir réellement co-créeer les politiques publiques.

Il n'est pas toujours possible de consulter les citoyens en continu, c'est pourquoi il appartient à chaque municipalité d'établir **le mélange d'approches** qui lui correspond le mieux. Ces multiples méthodes de participation numérique existent en parallèle des formes plus traditionnelles de la démocratie représentatives, et ces formes de démocratie sont tout sauf mutuellement exclusives. Le mélange de ces approches permet de renforcer la démocratie à tous les niveaux.

- **La démocratie délibérative**

La popularité de la démocratie délibérative a considérablement augmenté ces dernières années. Cette hausse s'explique en partie par les succès remportés par les assemblées citoyennes, qui ont ces dernières années réussi à débloquent d'épineuses questions politiques (en Irlande, les assemblées citoyennes ont par exemple contribué à la légalisation du mariage homosexuel et de l'avortement). La délibération invite un échantillon de citoyens à mener un débat informé puis trouver un consensus et formuler des recommandations politiques. Elle peut apporter de la profondeur au processus politique, car elle nécessite une réelle implication des citoyens pour examiner les projets et se fait à l'écart des débats médiatiques habituellement polarisants.

- **La démocratie directe**

Il existe une ambivalence forte face aux méthodes de démocratie directe. Les outils comme le référendum donnent aux citoyens le pouvoir de peser directement sur les décisions et de changer le cours de l'action politique. Ces outils ont également l'avantage de pouvoir toucher une large partie de la population, garantissant plus facilement un échantillon représentatif de citoyens. Cependant, les formes de démocratie directe sont critiquées pour leur manque de profondeur et pour la nature souvent binaire des options (oui / non) qui contribue à polariser les débats.

- **La démocratie participative :**

De plus en plus de citoyens demandent non seulement à prendre part à la discussion ou à voter sur des propositions, mais également à contribuer et à faire partie de la solution. La démocratie participative consiste à donner aux citoyens les moyens d'agir en les faisant participer à des moments cruciaux du cycle politique et en partageant des idées pour co-crée des décisions politiques. Que ce soit par une initiative citoyenne ou un budget participatif, cette forme donne aux citoyens le pouvoir non seulement de contribuer à l'agenda politique, mais aussi de le façonner durablement.

Stephen Boucher, auteur et fondateur de Dreamocracy

“La consultation citoyenne est un processus qui ne peut qu'aller de l'avant et il n'y a pas vraiment de retour en arrière possible une fois le mouvement lancé. La ville de Paris a par exemple commencé par des forums ouverts et les boîtes à idées, avant d'évoluer vers des processus plus impliquants et de plus grande ampleur tels que des budgets participatifs, et d'associer les citoyens à la mise en oeuvre des projets issus de cette consultation. Cette dynamique est inhérente à la promesse de consultation.”



Vous souhaitez vous lancer dans la consultation numérique ? Nous sommes là pour vous aider.

CitizenLab travaille avec plus de 120 municipalités pour développer l'engagement citoyen et lancer des initiatives de consultation numérique. Notre plateforme numérique est entièrement personnalisable et s'adapte à tous vos projets de participation.

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos études de cas ou si vous souhaitez découvrir les fonctionnalités de notre outil, n'hésitez pas à nous contacter !

Programmer une démonstration personnalisée



La boîte à outils de la consultation citoyenne

www.citizenlab.co/fr



hello@citizenlab.co

citizenlab.co

Copyright - Tous droits réservés 2020





